



Prague, le 26 juin 1975

GJ/am

R.P. No 11CONFIDENTIEL

ELECTION DE M.HUSAK A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Le 28 mai dernier, M. Husak a été élu président de la République par 343 voix sur les 350 que comptent réunies la Chambre du Peuple (200 membres) et la Chambre des Nations (150 députés). Il a cependant recueilli l'unanimité des votants puisque cinq membres de la Chambre du Peuple et deux députés de la Chambre des Nations étaient absents lors de cette élection. Celle-ci avait été précédée la veille par une session de l'Assemblée fédérale (réunion des deux Chambres) en vue d'approuver un amendement à la Constitution pour donner une base légale au retrait de M. Svoboda de ses fonctions présidentielles. (Voir mon R.P. No 10.)

Quant à l'union en une seule personne des fonctions de Chef du Parti et de Chef de l'Etat, elle n'est pas inscrite dans la loi. Elle ne dépend que des circonstances du moment. Elle sera très probablement réexaminée lors du 15e Congrès du Parti communiste tchécoslovaque de l'an prochain.

L'élection de Husak, bien que prévue, a tout de même un peu surpris. Arrêté en 1951, condamné et emprisonné en 1954, libéré 1960, Husak n'avait joué jusqu'en 1968 qu'un rôle très effacé. Il était plutôt connu comme un nationaliste slovaque. Il réapparaît soudain en avril 1968 lorsqu'il est nommé vice-premier ministre dans le Gouvernement Cernik et pendant tout le "Printemps de Prague" il est plutôt considéré comme un réformateur modéré. Le 28 août 1968 cependant il déclare publiquement





lors du Congrès du PC slovaque: "J'accorde mon plein appui à la politique de Dubcek, car j'ai participé à son élaboration. Je demeurerai avec lui ou je démissionnerai." Mais huit mois plus tard, Husak remplaçait Dubcek à la tête du Parti, car peu à peu il était apparu comme l'homme qui pouvait "normaliser" la situation découlant des événements de 1968. Il faut ajouter aussi que Husak s'en était pris habilement aussi bien aux extrémistes de droit qu'à ceux de gauche.

La principale caractéristique de cette "normalisation" menée par Husak fut la reprise par le Parti du rôle directeur qu'il avait précédemment joué dans toutes les sphères de la vie tchécoslovaque. Par conséquent, les partisans de réformes politiques furent du même coup éliminés et furent remplacés par des gens choisis non pas selon leurs mérites professionnels mais d'après des critères d'allégeance au Parti. Les victimes de cette épuration furent nombreuses et en 1972 48 d'entre elles furent jugées et condamnées. Il s'agissait surtout d'anciens responsables du secteur de l'économie, de l'éducation et de la presse. Mais en dépit du déroulement de ces procès, la situation interne du Parti restait tendue et la réélection de Svoboda à la présidence en 1973 en est la preuve. A ce moment-là déjà Husak avait refusé la présidence car on lui demandait, en échange de cette élection, de renoncer à la direction du Parti.

Depuis 1969 le processus de "normalisation" a tout de même connu certains succès. Le niveau de vie a progressé très sensiblement. Les leviers de commande paraissent être en mains de loyaux membres du Parti. L'opposition semble inexistante et Husak contrôle bien la situation. Cependant les difficultés économiques internes et externes de la Tchécoslovaquie font souhaiter le retour aux postes-clé des experts exclus du Parti en 1968 et 1969. Leur absence aujourd'hui se fait de plus en plus sentir et Husak, en modéré, a toujours souhaité leur ré-intégration. En revanche, les éléments conservateurs du Parti s'y sont jusqu'à présent opposés.



Au printemps dernier, la lettre de Dubcek est brusquement venue saper les efforts de Husak et pendant un certain temps a mis sa position en danger. Cette lettre aurait, semble-t-il, été intentionnellement envoyée en Occident par un des membres du présidium afin de nuire à Husak et d'empêcher ainsi sa nomination à la présidence de la République. En effet, les "durs" du Parti reprochent à Husak de s'être montré toujours trop clément à l'égard de Dubcek. Aussi est-ce en grande partie à l'URSS qu'Husak doit son maintien au pouvoir et sa récente nomination à la présidence. En effet, lors des fêtes du 30e anniversaire de la libération de la Tchécoslovaquie, le délégué soviétique, Kirilenko, membre du politbureau est venu apporter sa caution à la politique de Husak. Il a déclaré: "Husak est un fils loyal du peuple travailleur, un patriote et un internationaliste. Il est aussi un des représentants importants du mouvement communiste mondial. Il est un démenti parfait à ceux qui voudraient dénigrer les remarquables succès obtenus par la Tchécoslovaquie." Même si Husak n'est peut-être pas le candidat idéal, l'URSS a jugé préférable d'imposer l'unité autour de lui plutôt que de risquer une nouvelle crise au sein du régime. Ainsi l'URSS vient de répéter à Prague l'opération déjà faite 1956 en Hongrie et en Pologne avec Kadar et Gomulka.

Si les nouvelles fonctions de Husak l'entoureront d'un plus grand prestige, elles ne lui accorderont pas de pouvoirs supplémentaires. Ses adversaires au sein du présidium ont-ils voulu par là l'écarter progressivement des leviers de commande qui conservent leur source au sein du Parti ? Il se pourrait en effet que Husak, pris par ses nouvelles obligations, se voie contraint peu à peu de se démettre de celles du secrétariat du Parti. Cela dépendra beaucoup des prochaines élections au sein du présidium. On suppose en effet que Svoboda s'en retirera ainsi que Lenart, premier secrétaire du PC slovaque. Ils pourraient être remplacés par deux économistes, Hruskovic et Hula,

qui sont, semble-t-il, des adeptes de la politique Husak. Mais tout cela relève encore du domaine de la spéculation. Plus qu'ailleurs encore il est imprudent dans ce pays de s'y laisser aller.

L'Ambassadeur de Suisse

(J.-D. Grandjean)